

**Réf : ARRETE2024422**

**Objet : Commissionnement d'un agent territorial en matière d'infraction d'urbanisme**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2212.1 et suivants,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, dite loi Le Pors

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 480-1, L610-1 et suivants,

Considérant la nécessité d'assurer sur le territoire communal, le respect des règles d'urbanisme, découlant des lois ou règlements, ainsi que des autorisations individuelles d'occupation du sol, et de commissionner un agent pour rechercher et constater les infractions en la matière,

Considérant le fait que M. Florent REQUIRAND, dûment assermenté en qualité de garde champêtre chef principal, remplit les conditions pour être commissionné à cet effet,

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1**

M. Florent REQUIRAND est désigné et commissionné pour rechercher et constater par procès-verbal, sur le territoire communal, les infractions d'urbanisme, et est notamment habilité à dresser les procédures prévues par les articles L.480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Il doit, dans l'accomplissement de ses missions être porteur du présent commissionnement.

#### **ARTICLE 2**

Dans le cadre de ses fonctions de garde champêtre, M. Florent REQUIRAND a prêté, le 27 septembre 2022 devant le Tribunal Judiciaire de Nîmes, le serment dans lequel il jure de bien, et fidèlement remplir ses fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui est porté à sa connaissance à l'occasion de l'exercice de cette mission.

#### **ARTICLE 3**

Dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire d'Aigues-Mortes, puis le cas échéant, d'un recours hiérarchique auprès du Préfet du Gard. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Il peut faire faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NIMES, 16 avenue Feuchères -CS88010 30941 – NIMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé.

#### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'intéressé. Une ampliation de cet arrêté de commissionnement est communiquée au Préfet, au président du Tribunal d'Instance ainsi qu'au responsable des forces de l'ordre étatique territorialement compétent.

Aigues-Mortes, le 02/07/2024

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN

Notifié le 16/07/24

Signature de l'agent :

